

POURQUOI ET COMMENT LA GAUCHE PEUT REDRESSER L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

[Pierre-Alain Muet](#)

Fondation Seligmann | « [Après-demain](#) »

2011/4 N ° 20, NF | pages 13 à 15

ISSN 0003-7176

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-apres-demain-2011-4-page-13.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Fondation Seligmann.

© Fondation Seligmann. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Pierre-Alain MUET

POURQUOI ET COMMENT LA GAUCHE PEUT REDRESSER L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

En 2012, le bilan économique et social de dix ans de majorité de droite se résumera en trois points : une explosion de la dette, une explosion du chômage, une explosion des inégalités. Un bilan auquel il faut ajouter un déficit extérieur qui n'a cessé de se creuser depuis 2003 pour atteindre 70 milliards d'euros alors que, de 1997 à 2002, la France connaissait un excédent compris entre 10 et 30 milliards d'euros.

D COMME DÉFICIT, D COMME DETTE, D COMME DROITE

La dette aura doublé en dix ans, passant, selon les propres prévisions du ministère des Finances, d'un peu moins de 900 milliards d'euros en juin 2002 à près de 1 800 milliards en juin 2012. Les seuls intérêts de cette dette représenteront, à partir de 2012, 55 milliards chaque année, c'est-à-dire le deuxième budget de l'Etat, juste après la mission Education. La crise n'aura eu qu'un rôle relativement modeste dans cette explosion de la dette et des déficits. Sur les 140 milliards d'euros de déficit en 2010, 40 milliards seulement résultent de la conjoncture, le reste - 100 milliards (5 points de PIB) - est de nature structurelle. En d'autres termes, s'il n'y avait pas eu la crise, si la croissance avait été égale à la croissance potentielle de l'économie, le déficit de 2010 aurait tout de même été de 100 milliards d'euros : un déficit structurel jamais observé.

UNE RUINEUSE ABSURDITÉ

Ce déficit résulte largement d'une politique qui a laissé dériver les déficits dans une période de croissance, en pratiquant 70 milliards d'allègements d'impôts à crédit depuis 2002, en grande

partie d'ailleurs au profit de nos concitoyens les plus fortunés. La comparaison avec l'Allemagne est éclairante. Après la crise, l'Allemagne aura ramené son déficit sous la barre des 3% dès 2011. Elle était pourtant, comme la France, en déficit excessif en 2005 mais elle a mis à profit la période de croissance 2006-2008 qui précédait la crise pour réduire son déficit à zéro en 2008, alors que la France le laissait dériver.

Quant à l'explosion du chômage, la comparaison avec l'Allemagne est tout aussi éclairante. Nos pays ont tous deux souffert de la crise, mais tandis que l'Allemagne dépensait 5 milliards d'euros en 2009 pour réduire le temps de travail et développer le chômage partiel afin de préserver l'emploi dans ses entreprises, la France dépensait chaque année 4,5 milliards dans cette politique absurde de subvention aux heures supplémentaires. Résultat : alors que nos deux pays avaient le même taux de chômage avant la crise (7,5% à l'été 2008) l'Allemagne a réduit le sien à 6% quand le nôtre frôle les 10%¹.

D'ABORD L'EMPLOI, LA DEMANDE, LE REVENU

On ne sortira pas de la situation présente par l'actuelle politique d'austérité aveugle, dont le principal résultat est de casser un peu plus la croissance. Pour réduire les déficits publics, il faut au contraire s'attaquer simultanément aux trois déficits qui minent notre économie : le déficit d'emploi, le déficit de compétitivité et le déficit des finances publiques.

Résoudre ces trois déficits suppose une politique subtile agissant à court terme sur l'emploi

et la demande, à plus long terme sur la compétitivité et tout au long de la législature sur le déficit public. Mais, à court terme, c'est d'abord sur la demande et donc sur le revenu qu'il faut agir. Le taux d'utilisation des capacités de production, après avoir baissé de 15 points en 2009 au plus fort de la récession, en reste à un niveau historiquement bas : 10 points au dessous de sa valeur moyenne en longue période, en 2011 ; le chômage est très élevé et le taux de chômage des jeunes a battu un triste record. Dans cette situation conjoncturelle, c'est la création massive d'emplois qui instaure à court terme les conditions d'un retour de la croissance en augmentant le revenu des ménages et la demande, et en rétablissant la confiance nécessaire à l'investissement. Pour relancer très rapidement l'emploi et le pouvoir d'achat, la mesure la plus efficace est la création de 300 000 emplois-jeunes.

LES TROIS PILIERS D'UNE POLITIQUE

Il faut à plus long terme une action sur l'innovation, la politique industrielle et l'éducation. C'est une politique industrielle active inscrite sur l'ensemble de la législature qui permettra de résorber progressivement le déficit de compétitivité et d'augmenter la croissance potentielle de l'économie. Enfin, la réduction des déficits publics résultera de la conjugaison d'une croissance restaurée - qui permet de maintenir un écart entre croissance des recettes et croissance des dépenses - et d'un rééquilibrage des prélèvements obligatoires, supprimant les niches injustes et inefficaces pour dégager des ressources nouvelles sans peser sur la demande.

Seule la combinaison ordonnée de ces trois axes permettra de résoudre les trois déficits. Un choc de demande non accompagné d'une politique de compétitivité structurelle buterait à terme sur l'insuffisance de la croissance potentielle. Une politique industrielle qui ne s'appuierait pas sur une restauration préalable de la demande se diluerait rapidement, sans impact durable sur l'offre et la compétitivité. Une réduction des déficits appuyée sur la seule politique d'austérité, telle qu'appliquée actuellement, empêcherait toute reprise de l'activité économique en laissant persister chômage et déficits.

DES PME ARMÉES POUR LA MONDIALISATION

Comparée à l'Allemagne, la faiblesse de la compétitivité française ne résulte ni du coût salarial (identique dans les deux pays), ni du temps de travail (plus faible en Allemagne), ni même de l'importance des grands groupes, mais de la structure du tissu industriel et de l'absence de grosses PME dynamiques. Entre les grandes entreprises, parfaitement insérées dans la mondialisation, et la masse des petites et moyennes entreprises, peu présentes sur les marchés extérieurs, l'écart est trop important. La seconde faiblesse réside dans une gamme de produits trop peu sophistiquée, ne reposant pas suffisamment sur l'innovation, ce qui rend les exportateurs français, plus que d'autres, vulnérables aux variations de prix, donc au cours de l'euro ou à l'évolution des coûts salariaux.

Bref, ce n'est pas par une politique de bas salaires que la France développera son industrie mais par la mise en œuvre de pôles de compétitivité appuyés par une banque publique d'investissement en relation avec les régions, permettant aux PME de s'insérer pleinement dans la mondialisation, à côté des grands groupes. Pour favoriser l'investissement, il faut également, sans changer son rendement, diminuer l'**Impôt sur les Sociétés (IS)** pour les profits réinvestis et l'augmenter sur les profits distribués.

AU BONHEUR DES RICHES, CADEAUX ET NICHES

Le creusement des inégalités n'est pas spécifique à la France, mais ce qui caractérise notre pays, c'est que toute la politique économique de ces dernières années aura consisté à les accentuer. De la baisse des taux supérieurs de l'Impôt sur le Revenu (IR) des années Chirac à la quasi-suppression de l'Impôt Sur la Fortune (ISF) à l'été 2011 en passant par le paquet fiscal de l'été 2007, toutes les politiques fiscales ont consisté en cadeaux aux plus fortunés de nos concitoyens. Résultat : l'imposition du revenu s'est réduite comme une peau de chagrin et est tellement mitée par les niches fiscales, que plus on monte dans l'échelle des revenus, plus

l'impôt baisse à proportion de ceux-ci ! Pour les 1000 plus hauts revenus, le taux effectif est très éloigné du taux marginal de 41%, il est seulement de 25%. Et quand on atteint les dix plus hauts revenus, il tombe à moins de 20%. Pourquoi ? Parce qu'en très grande partie, les revenus du capital échappent aujourd'hui au barème progressif de l'impôt, en utilisant toutes les niches fiscales à leur disposition et en bénéficiant des prélèvements forfaitaires ou libératoires.

On retrouve la même inégalité en matière d'imposition des entreprises : plus l'entreprise est grande et moins elle paye d'impôts. En raison des niches fiscales, le taux d'imposition réel des sociétés est très éloigné du taux théorique de 33,3%. S'il est proche de 30% pour les PME de moins de 10 salariés, il tombe à 13% pour les entreprises de plus de 2000 salariés, 8% pour les entreprises du CAC 40 et il est égal à zéro pour l'entreprise qui réalise les profits les plus élevés ! *Total* peut en effet, en toute légalité, réaliser 11 milliards d'euros de bénéfices et ne payer aucun impôt en France.

INVERSER L'EFFET « BOULE DE NEIGE »

Une réforme majeure s'impose : supprimer l'essentiel des niches fiscales de nos impôts ainsi que les prélèvements forfaitaires et libératoires, pour que les revenus du capital soient imposés au barème de l'impôt sur le revenu comme les revenus du travail. Puis fusionner les deux impôts sur le revenu que sont l'IR et la Contribution Sociale Généralisée (CSG) pour construire un impôt citoyen plus simple, plus clair, plus juste car plus progressif.

Revenir au déficit de 3% en 2013, c'est non seulement respecter l'engagement européen de

la France, mais c'est aussi, dans les conditions de dette (86% du PIB) et de croissance probable en 2012 (1,5% ?), franchir le seuil qui inverse l'effet « boule de neige » de la dette. Une fois passé ce seuil, la bonne règle budgétaire doit certes continuer à réduire les déficits, mais en arbitrant entre le financement des priorités politiques et la vitesse de réduction de la dette. Martine Aubry propose une règle simple : affecter la moitié des recettes de la croissance à la réduction des déficits, l'autre au financement des priorités. Cette règle assure que le déficit se réduit fortement dans une période de croissance forte, sans sacrifier le soutien à l'économie si la croissance est plus faible.

IL EST TEMPS DE RÉHABILITER L'IMPÔT

A l'heure de la mondialisation, on peut construire n'importe où une usine moderne. Mais pour que celle-ci fonctionne efficacement, encore faut-il des infrastructures, une main-d'œuvre formée, un système éducatif et de recherche efficace. Il faut aussi une protection sociale qui permette à chacun de prendre des risques, de changer d'emploi ou de créer son entreprise. Bref, ce qui caractérise les économies développées dans le monde, c'est un secteur public développé et efficace. Car, à rebours du discours libéral qui a dominé le monde au cours de ces 30 dernières années, la solidarité est un puissant facteur d'efficacité économique. Il est temps de réhabiliter l'impôt.

Pierre-Alain MUET
Economiste,

député de la deuxième circonscription du Rhône

1. Taux de chômage harmonisés, publiés par Eurostat.

Prochain numéro d'Après-Demain
LA PLACE DE L'ÉCOLE DANS LA SOCIÉTÉ
à paraître en janvier 2012